



**SNUipp-FSU**

# ACTEURS

Bulletin édité par la Section de Savoie du

**Syndicat National Unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et pego**

SNU-ipp

Maison des Syndicats

3 rue Ronde

73000 CHAMBERY

Tél. : 04-79-68-91-65 Fax : 04-79-68-93-47

29 Septembre 97 - Prix 10 F

Supplément 3 au N° 21

## Tous à Paris le 19 Octobre !

### Ni chèque en blanc, ni idées noires...

En Septembre... plus de 250 collègues réunis dans les demi-journées d'info syndicale ou les réunions de secteur : une grande volonté d'agir, d'intervenir...

Des parents d'élèves refusant une fermeture de classe après la rentrée et organisant une classe sauvage dans 2 écoles du département. Un ministre de l'EN contraint d'en prendre acte et de débloquent un poste... d'une façon "sauvage" elle aussi... **Comment ne pas retenir le plus important** : il est possible de dire très fort qu'on ne veut pas 32 élèves en maternelle, qu'on ne veut pas exclure les enfants de 2 ans, qu'on ne veut pas démanteler des expériences pédagogiques existantes, et de gagner !

Si la deuxième école occupée n'a pas obtenu de poste supplémentaire, les messages contenus dans le mouvement de ses parents d'élèves ont débouché eux aussi sur une amélioration des conditions de scolarisation des enfants.

Les réactions de plus en plus nombreuses des parents et des enseignants pour la qualité de l'école sont un élément fort, avec lesquels les gouvernements quels qu'ils soient doivent compter.

Comme **ils doivent compter avec un mouvement syndical qui ne renonce pas à son rôle offensif pour de vraies améliorations**, qu'il s'agisse de l'emploi, des salaires, de la politique économique, sociale, et éducative.

- Parce que le projet de budget ne

**prévoit aucune création de poste pour les écoles**, alors que se multiplient les déclarations relatives à la scolarisation des 2 ans, aux décharges de service des directeurs, aux effectifs en ZEP (mais aussi... les déclarations de guerre contre notre profession !)

- parce que nous n'avons toujours **aucune certitude quant à des recrutements suffisants d'enseignants**, parce que chacun voit bien que le dispositif "emplois-jeunes" ne répond pas de façon satisfaisante à l'aspiration des jeunes à des emplois stables correspondant à leur qualification,

- parce que, si le Ministre a annoncé plusieurs fois une accélération de l'accès des instituteurs au corps des professeurs d'école, **le volume d'intégration prévu reste équivalent à celui de l'ancien et l'injustice demeure** : 4 carrières différentes, entre les PE sortants, les instits "PE liste d'aptitude", les instits "PE concours interne", les instits "instits",

- parce que nous voulons une réouverture de ces dossiers : **droit au logement et droit à retraite à 55 ans**,

**nous manifesterons le 19 Octobre à Paris, pour un budget qui ouvre des perspectives nouvelles sur ces questions, pour une école qui permette à tous les enfants de réussir, pour le respect de notre dignité professionnelle.** Nous appelons chacun d'entre vous, mais aussi les parents d'élèves, les jeunes, les autres forces syndicales, à s'associer à cette initiative.

### ACTEURS

- Dispensé du timbrage -

- Routage 206 - Chambéry CT -

Trimestriel du SNU-ipp Savoie

3 rue Ronde 73000 CHAMBERY

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique du SNU-ipp Savoie. Conformément à la loi du 6-1-78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au siège.

## SOMMAIRE

- page 1 Tous à Paris...
- page 2 Emplois-jeunes
- page 3 Quels emplois pour quels métiers nouveaux ? - La FSU s'exprime
- page 4 Sondage SOFRES/SNUipp - Le SNUipp et les emplois-jeunes - Sorties scolaires
- page 5 Réunions de remplaçants - Syndicalisation
- page 6 Bulletin d'adhésion
- page 7 Ugine - Pour une culture de la Paix
- page 8 et 9 Formation continue
- page 10 Enquête formation continue

## MANIF...

Nous appelons l'ensemble des collègues, des parents d'élèves à **participer au financement** du déplacement selon leurs moyens.

Organisez une collecte dans chaque école, et envoyez les dons, en précisant "Manif du 19/10", à **SNUipp, Maison des Syndicats, 3 rue Ronde, 73000 CHAMBERY**

**Manifestation nationale à l'appel de la FSU  
pour un budget 98 à hauteur des ambitions de l'EN  
Dimanche 19 Octobre 97 - Paris  
Inscrivez-vous dès maintenant au 04-79-68-91-65**

## LE SNUIPP ET LES EMPLOIS-JEUNES.

Le plan "emplois-jeunes" a fait l'objet d'un large débat au Conseil syndical de la Savoie.

Des exigences s'expriment clairement, au sein du CS, comme dans les écoles.

**Le dispositif se met en place au pas de charge** et ne laisse guère le temps aux enseignants de réfléchir à toutes les conséquences que cela aura sur le fonctionnement des écoles.

**Il faut donner le temps nécessaire aux équipes** pour que les décisions émanent véritablement du Conseil des maîtres.

**Des réponses claires et précises sont attendues**, rapidement, sur lesquelles nous serons très vigilants.

Quelle sera la **responsabilité des directeurs d'école**, sous l'autorité desquels sont placés les aides-éducateurs, hors temps scolaire (ces jeunes travailleront 39 h/semaine avec 5 semaines de congés) ? La réponse ne saurait conduire à la nomination dans les écoles de "chefs d'établissement/supérieurs hiérarchiques".

Quelle sera la **formation prévue** dans les textes et quand, par qui et vers quoi sera-t-elle assurée ? Il faut une formation débouchant sur des emplois nouveaux dans les écoles, mais les emplois-jeunes ne doivent pas devenir le passage obligé pour être enseignant des écoles.

Des dérives sont alors possibles qui amèneraient à une confusion entre les rôles de chacun. **Elles seront d'autant plus à craindre** que :

- les emplois jeunes seront implantés dans des établissements sous dotés en matériel et en crédit (pas facile de gérer une BCD quand on n'a pas d'argent pour acheter les livres !)

- **aucun temps nouveau ne sera dégagé pour la concertation**,

- les **directeurs d'école non déchargés** devront gérer l'**implantation de ces emplois**.

## Emplois-jeunes

### Quelques précisions

Lus dans les documents de l'Inspection Académique de la Savoie (**les paragraphes en gras** sont soulignés par nous) :

*"Les emplois jeunes doivent constituer des **emplois nouveaux**. Ils ne se substituent pas à des emplois existants, en particulier ceux financés par les collectivités locales. Pour certaines tâches une articulation devra être trouvée avec ces derniers.*

*Ils doivent répondre à une véritable utilité éducative. [...] L'essentiel de leur temps doit être consacré aux enfants. Ils doivent apporter **quelque chose de plus** à la vie et au fonctionnement des classes et de l'école. Ils font partie intégrante de l'équipe éducative. [...]*

*Ces missions éducatives **ne renvoient pas à des tâches d'enseignement**. Deux dérives majeures seront à éviter :*

- les emplois-jeunes ne doivent **en aucun cas se voir déléguer l'enseignement** de tout ou partie d'une discipline,

- les emplois-jeunes n'ont pas pour vocation de prendre en charge les élèves en difficulté d'une classe ou de l'école.

*En revanche, leur présence dans l'école doit contribuer à en faire évoluer l'organisation pédagogique, à la moduler dans le sens, en particulier, d'un suivi plus individualisé des élèves. Sous la responsabilité du maître et dans le prolongement de son enseignement, ils peuvent surveiller et assister l'activité d'un groupe d'élèves. Leurs compétences spécifiques pourront être utilisées dans le même esprit.*

*Toute réflexion sur l'aménagement du temps scolaire et des rythmes de vie des enfants et des jeunes doit désormais prendre en compte l'existence des emplois-jeunes."*

Entendu dans les réunions d'information syndicale :

*"Je n'accepterai pas que des*

*"emplois-jeunes" interviennent auprès de mes élèves... L'enseignant formé et rétribué pour son métier, c'est moi. Si on accepte cette conception des "emplois-jeunes", on ouvre la porte au recrutement d'une sous-catégorie d'instits."*

*"D'autres que moi interviennent déjà auprès de mes élèves : moniteurs municipaux, parents bénévoles, intervenants occasionnels appelés pour leurs compétences. Le concepteur de l'enseignement, le gestionnaire de la vie et des avancées de la classe, c'est moi. Mais j'accepte que d'autres que moi interviennent, pour organiser différemment mes activités."*

Lu dans les amendements au projet de loi proposés par la FSU : "[les emplois-jeunes] ne peuvent concerner les missions dont sont déjà chargés les **fonctionnaires publics**".

Et dans les documents du SNUipp : "Nous nous posons la question de doter les écoles de l'équivalent des surveillants des lycées et collèges, qui pourraient assurer toute une série de tâches liées à l'accueil des élèves, à leur encadrement, notamment dans le cadre des sorties scolaires. Nous croyons également qu'autour du développement de l'informatique et des multimédias, qu'en appui au fonctionnement des BCD dans les écoles, d'autres activités deviennent indispensables à créer.

**Mais attention : plus d'adultes que de classes ne peut remplacer plus de maîtres que de classes."**

Alors, comment s'y retrouve-t-on ? En étant capable de suivre et d'analyser très précisément ce que vont proposer, dans les semaines qui viennent, les écoles sollicitées. Accepter d'examiner ce qui naîtra sans à-priori, mais en refusant clairement tout ce qui pourrait aboutir à la création de "sous-enseignants", sans formation ni avenir. Nouveaux emplois dans les écoles ? Emplois-jeunes ? Possible, pas possible ? A nous tous de répondre.

## Quels emplois pour quels métiers nouveaux ?

### Quelques pistes de réflexion...

Des collègues se sont déjà réunis dans des écoles pour envisager de quelle nature pouvaient être les emplois confiés aux "aides-éducateurs".

Voici une liste de tâches éventuelles, non exhaustive, qu'ils ont pu envisager :

#### BCD

- Maintenance, entretien des ouvrages
- Suivi des parutions, abonnements divers...
- Emprunts complémentaires aux bibliothèques de quartier
- Accueil des élèves et gestion de leurs emprunts
- Aide à la recherche documentaire
- Présentation de livres et documents aux élèves
- Animation de "club-lecture" avec des élèves présentant un livre à une classe ou enregistrant une cassette-livre pour les maternelles
- Ouverture de la BCD hors horaire scolaire, le Mercredi ou le soir jusqu'à 18 ou 19 H et/ou pendant la garderie du matin ou l'étude du soir, afin d'offrir aux élèves (même aux anciens de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>) un lieu de recherche documentaire, voire de prêt

- Gestion d'une médiathèque pédagogique au service des enseignants de l'école

#### Informatique

- Installation, gestion, maintenance du matériel
- Accueil et encadrement d'élèves
- Aide pratique à l'utilisation de l'outil informatique (saisie, clavier,...)
- Saisie de textes divers, préparation du journal d'école ou de classe...
- Présentation d'outils pédagogiques aux enseignants

#### Encadrement et surveillance

- Surveillance assistée de tâches données par le maître à la portée des élèves
- Surveillance aux heures de sortie de l'école
- Accompagnement de sorties en fonction des nouveaux textes
- Accompagnement, hors temps scolaire, d'élèves dans les structures de quartier comme la bibliothèque

## La FSU s'exprime

Michel Deschamps, secrétaire national de la FSU, face à la presse le 17 Septembre 97

*"Pour nous, la question de l'emploi des jeunes n'a pas commencé avec le débat parlementaire. Elle ne s'arrêtera pas avec lui. Elle ne fait que commencer ! En quelques mots : La démarche des emplois-jeunes ne peut pas résumer la politique de l'emploi en direction des jeunes.*

1- *L'ouverture des emplois-jeunes ne peut se substituer à la relance d'une politique de créations d'emplois dans le secteur privé comme dans le secteur public, et à fortiori se substituer aux emplois existants.*

2- *Transitoirement limitée dans le temps, la démarche emplois-jeunes doit permettre d'insérer les jeunes, le plus rapidement possible dans un emploi véritable.*

3- *La rémunération des jeunes doit tenir compte de leur qualification ; le contrat de travail qu'ils signent dès leur entrée doit comporter l'ensemble des garanties attachées au contrat de droit public*

4- *Une formation complémentaire, intégrée au temps de travail, qualifiante, permet une insertion*

*réussie au terme du contrat de travail.*

5- *C'est dès la mise en place des premiers emplois-jeunes qu'il faut se préoccuper de la sortie réussie du système. Pour nous, la réussite du dispositif ne se mesurera pas au nombre de jeunes candidats dans l'emploi mais au nombre de jeunes qui dans 5 ans auront un emploi stable.*

6- *Si nous rejetons toute logique qui conduirait à n'envisager l'emploi que sur le modèle statutaire de la Fonction Publique, nous ne croyons pas que l'insertion professionnelle des jeunes doive obligatoirement ni même majoritairement passer par des CDD payés au SMIC.*

*Droit public, droit privé... Nous demandons que les emplois-jeunes soient recrutés par la voie de contrat de droit public, afin d'offrir aux jeunes recrutés les garanties prévues par le droit public, afin de permettre la prise en compte de leurs services dans leur ancienneté et pour le calcul de leur pension s'ils deviennent fonctionnaires, et afin d'empêcher le développement d'une fonction publique bis, régie par le droit privé."*

## LES EMPLOIS-JEUNES EN QUESTIONS

### Combien ?

Dans l'Académie de Grenoble, d'ici la fin de l'année 97, 910 dans les écoles, 197 dans les collèges.

En Savoie, pour la même période, 90 à 100 pour les écoles, 18 à 25 pour les collèges.

### Quand ?

Les premiers contrats pourraient être signés en Octobre.

Au 15 Novembre, on peut penser à une soixantaine d'emplois-jeunes dans une trentaine d'écoles.

### Où ?

La première vague d'implantation concernera les ZEP, les écoles en zone sensible, les écoles rurales "bénéficiant de mise en réseau dynamique", ce qui signifie semble-t-il plusieurs petites écoles d'un secteur ayant développé ensemble des projets.

Toutes les circonscriptions de Savoie pourraient bénéficier de quelques emplois, certaines zones étant particulièrement ciblées : les 2 ZEP (Albertville, Chambéry le Haut), le quartier du Biollay à Chambéry, les villes de Montmélian, Aix les Bains, Moûtiers, St Jean de Maurienne, les secteurs de La Ravoire, St-Genix/Guiers, Pont de Beauvoisin, des cantons de montagne ayant par exemple un projet culturel existant... Néanmoins, toute école intéressée peut déposer une demande.

### Quel recrutement ?

Les candidatures sont reçues par le rectorat, qui les trie en fonction des demandes formulées par les écoles et établissements. Une sélection de candidatures est retournée ensuite dans les départements.

Les jeunes sont alors recrutés par une commission d'entretien, composée au maximum de 4 personnes : le principal du collège employeur ou son représentant, le directeur de l'école assisté éventuellement d'un enseignant, l'Inspecteur de l'Education Nationale, auxquels peuvent s'adjoindre éventuellement un conseiller ANPE, un Conseiller Pédagogique...

## Sondage SOFRES/SNUipp

Le SNUipp a demandé à la SOFRES d'effectuer un sondage auprès des enseignants des écoles sur le dispositif "emplois jeunes". Celui-ci a eu lieu du 16 au 19 Septembre 97.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des réponses apportées. La globalité du sondage sera publiée dans (Fenêtres sur Cours).

**Question :** Etes-vous favorable au dispositif mis en place par le Ministre Martine Aubry ?

**Réponse :** - Favorable à 92 %

**Q :** Etes-vous favorable à la création d'emplois-jeunes dans les écoles ?

**R :** - Favorable à 86 %

**Q :** Cette création dans les écoles est-elle ?

**R :** - Une vraie nécessité à 42 %

- Utile sans plus à 53 %

**Q :** Quel est le principal intérêt de ces emplois dans les écoles ?

**R :** - Aider les élèves dans leur travail à 38 %

- Créer des emplois qui manquent dans l'école à 28 %

- Améliorer le climat dans les écoles à 16 %

- Assurer des activités mal assurées par les enseignants à 10 %

- Alléger le travail des enseignants à 5 %

**Q :** Quelles missions peuvent être assurées par les jeunes ?

**R :** - Aide au fonctionnement des bibliothèques : oui à 98 %

- Aide informatique : oui à 89 %

- Encadrement des sorties : oui à 87 %

- Aide à l'étude : oui à 86 %

- Accueil et garderie du matin et du soir : oui à 82 %

- Aide à l'intégration scolaire des enfants handicapés : oui à 73 %

- Surveillance et encadrement : oui à 70 %

- Encadrement et animation d'activités artistiques, culturelles et sportives : oui à 68 %

- Etudes dirigées : oui à 47 %, non à 52 %

- Prise en charge avec les enseignants d'activités d'enseignement : oui à 33 %, non à 66 %

**Q :** L'acte d'enseignement peut-il être assuré par un jeune dans certains cas ?

**R :** - Non à 69 %

**Q :** Quelles personnes doivent prendre en charge les enseignements artistiques, sportifs et culturels ?

**R :** - Les enseignants eux-mêmes à 66 %

- Les enseignants plus spécialisés à 50 %

- Des intervenants extérieurs à 39 %

- Des emplois-jeunes à 19 %

**Q :** Que faut-il pour améliorer la réussite scolaire des élèves ?

**R :** - Un nombre plus élevé de maîtres que de classes à 75 %

- Davantage d'intervenants extérieurs à 6 %

- Des emplois-jeunes à 5 %

- Cela n'a rien à voir avec le nombre de personnels à 13 %

**Q :** L'arrivée de ces jeunes dans les écoles comporte-t-elle ?

**R :** - Plus d'avantages que d'inconvénients à 84 %

## ... MÉTIER ... MÉTIER ... MÉTIER ... MÉTIER ...

## Sorties scolaires

### Enfin les textes ?

D'après les médias, le texte sur les sorties scolaires vient d'être publié. Nous sommes intervenus avant la sortie de ces textes, afin que soit assoupli et modifié le projet initial. Nous interviendrons encore... Faites nous part de toute remarque.

Les obligations nouvelles faites aux enseignants vont poser un certain nombre de questions sur les possibili-

tés de faire fonctionner l'école en dehors de ses locaux.

En ce qui concerne la natation, la sortie du texte est à nouveau retardée. La concertation continue. Nous demandons, concernant les intervenants possibles auprès des enfants, un assouplissement de ce texte permettant aux écoles de maintenir leurs sorties piscine.





# Bulletin d'adhésion au SNUipp 73 (97/98) (à remplir très précisément. Merci)

M. Mme Melle ..... Prénom : .....  
Nom JF : ..... Date nais : ...../...../..... Adresse perso : .....  
..... Tél. : ...../...../...../...../.....

Ecole/Collège : ..... Adresse : .....

Situat Administ précise : Dir, Adj, PEGC, PRAS E ou G, Psy, CLIS, Educ, TRB, ZIL, MAD, Retraité, etc. → .....

Elém. ☐ Mat. ☐ = *Définitif* ☐ *Provisoire* ☐ = Instit ☐ PE ☐ PE hors classe ☐ = PEGC ☐ PEGC hors classe ☐

Date de sortie d'IUFM ...../...../..... Echelon : ..... depuis le : ...../...../..... Tps part : ..... Cotisation : .....

☐ 1fois ☐ 3 chèques à retirer échelonnés (*datés du même jour*) ☐ 5 prélèvements ☐ 10 prélèvements (*Remplir très précisément l'imprimé ci-dessous*)

(L'abonnement au bulletin "ACTEURS" est inclus dans la cotisation)

Le SNU-ipp pourra utiliser les renseignements ci-dessous pour m'adresser les publications éditées par le Syndicat National Unitaire des instituteurs, des professeurs d'école et des pegc. Je demande au SNU-ipp de me communiquer les informations professionnelles et de gestion de ma carrière auxquelles il a accès à l'occasion des commissions paritaires et l'autorise à faire figurer ces informations dans des fichiers et des traitements automatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 06.01.78. Cette autorisation est révocable par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès en m'adressant au SNU-ipp.

Date : ...../...../..... Signature : .....

**Chèque(s) à l'ordre du SNU-ipp Savoie**

(à renvoyer à SNU-ipp, Maison des Syndicats, 3 rue Ronde, 73000 CHAMBERY)

**PRELEVEMENT** : RENVOYEZ LES DEUX PARTIES DE L'IMPRIME A **SNU-ipp, Maison des Syndicats, 3 rue Ronde, 7300 CHAMBERY**, SANS LES SEPARER, EN Y JOIGNANT UN RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE (RIB), POSTAL (RIP) OU DE CAISSE D'EPARGNE (RICE)

**DEMANDE DE PRELEVEMENT** La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

NOM PRENOMS ET ADRESSE DU DEBITEUR			DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER	
COMPTE A DEBITER			NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	
ETABL	CODES GUICHET	N° DE COMPTE	CLE RIB	SNU-ipp 204 Allée des Cimes 73000 CHAMBERY
EEEEEE	EEEEEE	TTTTTTTTTTTTTT	TT	

DATE

SIGNATURE

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/04/80 de la Commission Informatique et Libertés.

<u>Ne rien inscrire dans cette case - Merci</u>		N° D'EMETTEUR NATIONAL 401507		LIBELLE : COTISATION	
		N° D'EMETTEUR INTERNE 002027			
REFERENCE		□ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ (Ne rien remplir à cet endroit)			
MONTANT	□ □ □ □ □ □ □ □ □ □	1ère ECHEANCE	□ □ □ □ □ □ □ □ □ □	PERIODICITE	□
Dernière ECHEANCE		□ □ □ □ □ □ □ □ □ □			

**AUTORISATION DE PRELEVEMENT** J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution sur simple demande à l'établissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

N° D'EMETTEUR NATIONAL 401507

N° D'EMETTEUR INTERNE 002027

NOM PRENOMS ET ADRESSE DU DEBITEUR			NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	
			SNU-ipp 204 Allée des Cimes 73000 CHAMBERY	
COMPTE A DEBITER			NOM ET ADRESSE POSTALE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER	
ETABL	CODES GUICHET	N° DE COMPTE	CLE RIB	
EEEEEE	EEEEEE	TTTTTTTTTTTTTT	TT	

DATE

SIGNATURE

## Ugine

### Retour aux horaires classiques

Le 18 Juin 1997, l'Inspecteur d'Académie de la Savoie écrivait aux directeurs d'école d'Ugine.

*"La direction départementale de la Jeunesse et des Sports et la municipalité d'Ugine ont soumis (au 3<sup>ème</sup> trimestre 96/97) à l'approbation des Conseils d'école une proposition d'organisation minimale qui aurait pu, ensuite, servir de base aux projets de chaque groupe scolaire.*

*Cette proposition ayant été écartée par la quasi-totalité des conseils d'écoles, un retour à l'organisation prévue par le règlement départemental des écoles devra donc être envisagé pour la rentrée prochaine afin de préserver l'indispensable cohérence des horaires et des calendriers à l'échelle de la commune."* Ugine ne sera donc plus site Guy Drut.

Le 17 Juillet 1997, la mairie dénonce dans une lettre massivement envoyée aux parents d'élèves la mauvaise volonté du personnel de l'Education nationale qui n'a pas joué le jeu...

**Mais quel jeu lui demandait-on de jouer ? Et dans quelles conditions ?**

Face à une telle agression de nos collègues, nous avons réagi auprès de Monsieur le Maire d'Ugine en lui rappelant... les véritables racines de son échec :

*"Vous avez posé la question de l'aménagement des rythmes scolaires sans une analyse claire et une juste mesure des enjeux. Vous y avez répondu d'une manière incohérente sans prendre en compte les craintes et les réserves diversement exprimées. L'enquête auprès des parents d'élèves a été occultée ; les différents courriers des directeurs manifestant leurs inquiétudes (inégalités de traitement des*

*écoles, absence de transparence dans l'attribution des crédits, perte d'autonomie pédagogique des enseignants...) sont restés sans suite ; les prérogatives des autorités académiques sur les missions de l'école n'ont pas été respectées.*

*La quasi-unanimité des conseils d'école où sont associés enseignants, parents, DDEN et élus, a refusé une réduction d'horaires n'apportant aucune amélioration à l'organisation scolaire.*

*Construire une école de la réussite est la volonté manifeste des instituteurs d'Ugine depuis des décennies. L'expérience passée et leur engagement actuel à vouloir faire progresser l'école le prouvent.*

*Oui, nos élèves doivent avoir accès aux activités sportives et culturelles de qualité, nécessaires à l'appropriation des savoirs. C'est dans cette optique que fonctionne l'école USEP.*

*La lutte opiniâtre que nous menons pour défendre l'école publique vise à améliorer son fonctionnement par des innovations pédagogiques, par des stratégies de soutien, par une augmentation du nombre de maîtres pour un même nombre de classes.*

*C'est ainsi, pensons-nous, que s'opérera une authentique réforme du système scolaire.*

*[...] l'impasse dans laquelle vous vous êtes engagé ne vous autorise pas à vous dédouaner sur le corps enseignant. Quant au chantage financier contenu dans le dernier paragraphe de votre lettre, il nous amène à douter de votre volonté d'améliorer les conditions de scolarisation de tous les petits Uginois.*

*A Chambéry le 22 septembre 1997,*

*Pour le Bureau départemental du SNUipp, Jacqueline Abad"*

### POUR UNE CULTURE DE LA PAIX

#### L'"Appel des Cent" nous informe...

*Du 9 au 18 Octobre 1997, à la grande Bibliothèque de la Part-Dieu, Métro Part-Dieu à Lyon une exposition-jeu "Sur le sentier de la guerre ou comment l'éviter" : déroulées sur 100 panneaux, les idées bien établies dans notre vie courante sont remises en question et l'on s'amuse ! Le bouc-émissaire, les handicaps, les discriminations, la rumeur, la différence, l'intolérance, chacun, petit ou grand, est appelé à réfléchir.*

*Le Samedi 18 Octobre 1997, de 9 h à 12 h, 56 rue Sergent M. Berthet, Lyon-Vaise (métro Gorge de Loup), travail en 3 ateliers dont un animé par Philippe Merieu et l'association "Enseignants pour la Paix" : l'éducation à la Paix dans la famille, en milieu scolaire, dans les loisirs. Quelle formation des éducateurs ? de 13 h 30 à 17 h, après-midi de rencontre et d'échange entre les participants et les intervenants, dont David Adams, directeur du programme de culture de Paix de l'Unesco, et Albert Jacquard, généticien, et Zarina Khan, spécialiste des Droits de l'Enfant, philosophe.*

**A noter :** l'exposition "Sur le sentier de la guerre ou comment l'éviter" sera présentée en Avril 98 à Chambéry, et "l'Appel des Cent" proposera à son sujet une animation pédagogique en direction des écoles.

# Formation continue

CAPD du 29 Août 97

Nous publions ci-dessous la liste des collègues retenus pour la formation continue 97/98. Cette liste ne concerne que les stages ouverts à candidatures.

C'est la CAPD du 29 Août dernier qui a examiné les candidatures. Elle a été exceptionnellement longue, malgré une offre de stages diminuée. Les élus du personnel sont intervenus pour faire respecter une vraie équité dans les conditions d'attribution.

De nombreux collègues s'interrogent sur le mode d'attribution des stages, ainsi que sur leur contenu. A ce propos, nous vous invitons à remplir et à nous retourner l'enquête "Formation continue" de la page 10 (à retourner au SNUipp Savoie).

## Quel barème formation continue ?

Il est simple et départage les candidats : **ancienneté depuis titularisation moins 1 point par semaine de stage** effectuée les années antérieures.

Notons que cette année, seuls 45 collègues (sur 2200 dans le département) ont un barème négatif, c'est-à-dire ont effectué plus d'une semaine de stage par an. N'est-ce pas Monsieur Allègre...

Mais les IEN émettent un avis. Un avis défavorable peut être prépondérant par rapport au barème.

## Sur quoi est fondé l'avis de l'IEN ?

C'est bien la question que posent au cas par cas les élus

du personnel du SNUipp.

Les collègues peuvent voir leur demande écartée car ils ne travaillent pas dans le cycle concerné par l'énoncé du stage (ce qui donne un caractère très "utilitariste" à la formation continue), ou parce que leur niveau de compétences est déjà jugé suffisamment élevé... pour autant, il n'y a pas de mise en mémoire systématique de l'intitulé des stages déjà effectués par chacun.

Pour les stages où les candidatures sont limitées à la circonscription, les IEN auraient tendance à prétablir des listes de candidats à retenir, ce que nous ne pouvons accepter. Les listes doivent être établies après avis de la CAPD, et le droit de chacun à postuler doit être pleinement respecté.

Si 2 stages à recrutement départemental ont un thème presque similaire et sont organisés en 2 endroits différents du département, les candidats sont retenus pour le lieu le plus proche de leur résidence administrative.

Les ZIL et TRB sont écartés d'office des stages dont le remplacement est assuré par des PE stagiaires, car ceux-ci doivent se voir proposer une classe fixe. Nous avons fait la proposition que des collègues TR soient pris en surnombre sur ce type de stages. C'est de leur droit à formation continue qu'il s'agit.

**Formation Professionnelle Spécifique** : malgré les propositions que nous avons faites, les semaines de stage non faites par les FPS ne seront pas rajoutées à leur barème.

### R1 n° 14 DECOUVERTE DU CCSTI

13/10/97 au 17/10/97  
ALIBERT MONIQUE  
BLANC-COQUAND  
JOELLE  
CLERC MICHEL  
DACHMI MICHELE  
DEMEURE CHRISTIANE  
DUC MICHELE  
FALDA-BUSCAIOT LUC  
GAZZOLA CLAUDIE  
LAVY MARTINE  
MARTINOT GABRIEL  
MARX ERICK  
MONGREDIEN MARIE-FRANÇOISE  
NUEVO PATRICIA  
PACHOUD ANNETTE  
PRIEUR ANNE-MARIE  
THEVENY MARIE-BRIGITTE  
LS 1 SIMON AGNES  
LS 2 TISON GILLES

### R2 n° 19 EDUQUER LE CITOYEN DE DEMAIN

04/11/97 au 18/11/97  
ANGIARI RICHARD  
BELLINA MARIE-THERESE  
BURNER ALAIN  
CARDINAL FRANCOISE  
CAZAJEUX CHRISTEL  
CENTOFANTE NOELLE  
CHIROSEL MARIE-CHRISTINE  
CLERC CHANTAL  
COLL BRIGITTE  
DRAUT DANIELLE  
GAUTHIER PEIGNAUD  
CHANTAL  
GENTIL JOSIANE  
GIANOTTI ROBERT  
GIUFFRIDA BERNADETTE  
GONINDARD FREDERIC  
GUERS FRANÇOISE  
LAVY MARTINE SR  
MICHALLOAN TRAN  
MARIE  
MILLET PHILIPPE  
PERRIER GUSTIN JOELLE

REY RENEE  
STRADY MARIELE  
SYLVAIN CHRISTIANE  
TRAVERSAZ ANNIE  
VIRET JOELLE  
LS 1 PORRAZ HERVE  
LS 2 RENAUD GOUD  
MARIE-PIERRE  
LS 3 ROULIER BERNARD  
LS 4 DEMAZY FRANK  
LS 5 DEMOSTHENE  
MARYSE

### R1 n° 30 LANGUES VIVANTES CE1

01/12/97 au 05/12/97  
BALLAZ PASCALE  
BECCU VERONIQUE  
BOGGIOZ JANINE  
BOUVET SUZANNE  
DUCOURANT FABRICE  
FEAZ ANNIK  
GARRES NICOLE  
GAUDIAU CLAUDIE  
GIBERT PASCALE  
JOURNET ANNICK  
MANDAROUX  
FRANCOISE  
WILKOWSKY ERIC

### R1 n° 31 L'EPS - CYCLE 2

08/12/97 au 12/12/97  
BARTNICKI CATHERINE  
BELLET MARCEL  
BERTIATO NATHALIE  
BOCHET JEAN-MARC  
BORDET BERNADETTE  
CAMPAGNE CORINNE  
CHAVOUTIER MICHELE  
CHINAL JACQUES  
FACEMAZ MARIE-PIERRE  
GOMEZ-CLAUS  
CATHERINE  
OGGERI MARIE-NOELLE  
PERRIERE ANNE-MARIE  
RIVAT MONIQUE  
ROSSET MARIE-FRANCE  
RUFFIER MONET  
JACQUELINE  
THOMAS IRENE  
VIALLET JEANINE  
VIBOUD DOMINIQUE  
LS 1 VIBERT LILIANE

LS 2 CAILLET ANNY  
LS 3 VIVET PIERRE

### R0,5 n° 32 MALTRAITANCE ET ABUS SEXUELS

08/12/97 au 09/12/97  
BABIGEON ISABELLE  
BARRERO BERNADETTE  
BLANC-COQUAND  
JOELLE  
BRUNET FRANCE  
CLARIOND GILLES  
DEBOST JOELLE  
DESCOLLAZ JOSIANE  
FELIX DANIELLE  
FUGIER JULIETTE  
GIRARD ALINE  
JACQUES LAURENT  
JAMMES JEAN-CLAUDE  
MAIGE MARYSE  
MARTINELLY ANNE-MARIE  
PERRIER GUSTIN JOELLE  
POENSIN ALAIN  
LS 1 GAUDIN  
CHRISTIANE  
LS 2 CHABANAS SIMONE  
LS 3 VULLIERME ANNIE  
LS 4 CHOPINEAUX  
LAURENT

### R0,5 n° 33 MALTRAITANCE ET ABUS SEXUELS

11/12/97 au 12/12/97  
BEJEAN ANDRE  
BIMET ANNE-MARIE  
BOURDON MICHELE  
DUC MICHELE  
FABBRI MICHELE  
GIROD-ROUX ISABELLE  
HUBERT MIREILLE  
JACOB MONIQUE  
JEANDET BERNADETTE  
JUGAND JACQUELINE  
MAGNIN MURIELLE  
MASONI BERNARD  
PEPIN ANNIE  
PERIGAUT JOELLE  
TAVERNIER ANNE  
THOME YVETTE  
TORRE MARIE-

CHRISTINE  
LS 1 CARILLAT SYLVIE  
LS 2 BAL MARIE JOELLE  
LS 3 CALDERINI CLAIRE  
R0,5 n° 35 PREVENTION  
DE TROUBLES DE  
L'APPRENTISSAGE  
LECTURE

15/12/97 au 16/12/97  
ABEL FRANCOISE  
BENTOU MI MARCELLE  
BOURREL MARIE-MADELEINE  
CLERC MONIQUE  
DELOYE EVELYNE  
FERROUX MARIE-NOELLE  
FILLIOL ANNE-MARIE  
GENEVE MONIQUE  
GIGLIANO ANDREE  
GROSSIDIER MARIE-DOMINIQUE  
LAURENT MARIE-ODILE  
MAISON MICHELLE  
MERLE FRANCOISE  
MONBEILLARD NICOLE  
OCROUTE-RE ANNIE  
PETTINA MONIQUE  
PLAISANCE DANIELLE  
THOMAS IRENE  
VALLIER MAURICETTE  
LS 1 NUEVO PATRICIA  
LS 2 PEPIN ANNIE  
LS 3 REY MARIE-THERESE  
LS 4 BERTRAND JOSIANE  
LS 5 BUISSON  
BENEDICTE  
LS 6 MANCHON NICOLE

### R0,5 n° 36 AIS L'INTEGRATION AU QUOTIDIEN

18/12/97 au 19/12/97  
BARMA CATHERINE  
BEJEAN ANDRE  
BOIVINEAU MYRIAM  
BONNEL GUY  
CHRISTIN JEANNE-MARIE  
FERROUX MARIE-NOELLE  
FRANCESCONI DANIELE  
GOEURY SYLVIE

GUEYRAUD JEAN-MARIE  
MAIGE MARYSE  
NARGEOT RODOLPHE  
PAPET JACQUELINE  
PORTZERT GENEVIEVE  
REFFO WILLIAM  
SAHNOUN MARIE-FRANÇOISE  
TESTUT MARIE-NOELLE  
TORNICELLI CLAUDE  
TRICOT CHRISTINE  
BARMA CATHERINE  
LS 1 DROUOT PHILIPPE  
LS 2 BERTHET PHILIPPE

R3 n° 37 LE ROLE  
D'AUTRUI DANS LES  
APPRENTISSAGES -  
CYCLE 2 ET 3  
05/01/98 au 23/01/98  
AGBOSSOU NADINE  
BELLEMIN MICHELE  
BERLIAT MICHELLE  
BERNARD PASCALE  
BERNARD BERNADET  
ODETTE  
BOUVIER CHANTAL  
CENDRE MARIE CLAUDE  
CLAVEL-GEORGE  
SOPHIE  
COELLO NADINE  
DEMOTIE FRANCINE  
DURET DOMINIQUE  
GIROD-ROUX ISABELLE  
IDUIR BRIGITTE  
JANIN ODILE  
KUHORN FREDERIQUE  
LAROUCHE CAMILLE  
LEVY BEATRICE  
MARIAT JEAN-LUC  
MARIAT CATHERINE  
MOTTE PASCAL  
POIRIER DANIEL  
ROCHAS ANDRE  
VERLUCCO MARIE-CLAUDE  
VIGNES ERMINIA  
LS 1 BELLISSAND  
ISABELLE  
LS 2 SUEUR SIMONE  
LS 3 SYLVAIN  
CHRISTIANE

LS 4 AILLOUD ANNICK  
LS 5 CENTOFANTE  
NOELLE  
LS 6 JOUANOT  
DOMINIQUE  
LS 7 PORRAZ HERVE  
LS 8 DEMOSTHENE  
MARYSE  
LS 9 KAHOU ANNIE

### R1 n° 38 SKI DE FOND

12/01/98 au 16/01/98  
BARBIER MARIE-THERESE  
BOIRARD BRIGITTE  
BOIS COLETTE  
CHARRA MARION  
COGNE CHRISTINE  
CUISINIER JEAN-PAUL  
DA-RONCH CHRISTINE  
DIMIER DORBAN  
LILIANE  
GROS NICOLE  
GUILLET ANDRE  
MOREL AGNES  
OPILLIART FRANCOIS  
PERETTO MARYSE  
PERRIER YVELINE  
RIMBOD JEAN-FRANÇOIS  
ROCCA MARTINE  
ROLLAND SERGE  
SAN MARCO ANNICK  
VIELLY MICHEL  
LS 1 LASSIAZ YVES  
LS 2 BOULEGHEB ANNE-MARIE  
LS 3 EYNARD MARIE-FRANÇOISE  
LS 4 DALLY ERIC

### R0,5 n° 41 LANGUES VIVANTES CE2

26/01/98 au 27/01/98  
ABRY CLAUDETTE  
ALLIOT SYLVIE  
BARRE ELISABETH  
BOSC CHANTAL  
BROUARD VALERIE  
CHEMIN ANDREE  
IMPAGLIAZZO  
CATHERINE  
JORDERY MARTINE  
LAFAIT MICHEL



# ... FORMATION CONTINUE ... FORMATION CONTINUE ...

OLIVIER GISELE  
PERMEZEL EDITH  
WIEPERLE LAURENCE  
LS 1 BAULAT  
MAURICETTE  
LS 2 GAUTHIER  
PEIGNAUD CHANTAL  
LS 3 BOUYSSIERES  
GENEVIEVE

## R0,5 n° 42 LANGUES VIVANTES CE2 29/01/98 au 30/01/98

DAL-COL MONIQUE  
EXCOFFIER FRANÇOISE  
FAVRE PIERRE  
GIANOTTI ROBERT  
GIRARD PATRICK  
GIROUX MARYVONNE  
GLAIRON RAPPAZ  
MICHELE  
JOGUET RECCORDON  
CATHERINE  
MARCHAND FRANÇOISE  
NANTET BEATRICE  
PETIT SYLVETTE  
TORRE MARIE-  
CHRISTINE  
LS 1 JARRET JOSIANE  
LS 2 ROLLET JOCELYNE

## R0,5 n° 44 IMAGINER, CREER - AIX LES BAINS 29/01/98 au 30/01/98

BOUVIER DOMINIQUE  
CHAPPUIS FRANÇOISE  
DEGEORGES BEATRICE  
DUPRE CHRISTIANE  
FREY JOSIANE  
HOBLEA CATHERINE  
LEDUC CLAUDINE  
LEDUC LAURENCE  
MAYET DANIELLE  
OPPILLIART JACQUE-  
LINE  
PIGNIER ANNICK  
ROUSSEY CATHERINE  
ROUX BRUNA  
LS 1 BAERTSCHI  
CHRISTINE  
LS 2 BOURGEOIS  
JOSIANE  
LS 3 PIERY BERNADETTE

## R0,5 + 0,5 n° 47 DEVENIR ECO-CITOYEN 19/02/98 au 20/02/98 et 04/ 06/98 au 05/06/98

ABRY-DURAND  
ISABELLE  
BERTHOUD GEORGES  
GENOUX ANDRE  
GRANGE MICHEL  
GRYNSZPAN DOMINI-  
QUE  
JOTHY JACQUELINE  
LELOUARD DANIELE  
NOEL ANNE-MARIE  
PACCOUD-LEMAZ  
GABRIELLE  
PERRET BIT CHANTAL  
RAVIER JOSIANE  
ROUX ROGER  
LS 1 PARISSET CAMILLE

## R1 n° 49 CHANT CHORAL 23/02/98 au 27/02/98

ALLIOT SYLVIE  
ANXIONNAZ PIERRE  
BILLIQUOD BRIGITTE  
BOURDALEIX ANNE-  
CLAUDE  
BURNAT ANITA  
CHENU REGIS  
CHOULET VALERIE  
ETIENNE CATHERINE  
FRIBAULT MARIE-  
PIERRE  
GANET PATRICK  
GUIDET BEATRICE  
GUMERY JOEL  
MUNIER YANNICK  
NEUENSCHWANDER  
NADINE  
PETIT CHANTAL  
PETIT ROULET MARIE-  
CLAIRE  
PLANCHE MICHELE  
RICO PEREZ LUCIENNE  
RUAT PASCALE  
SOULIER MARIE-CLAIRE

## R1 n° 50 LANGUES VIVANTES CE1 - ALBERTVILLE 02/03/98 au 06/03/98

BERNARD PASCALE  
COLLOMB MAGALI  
DANGE SANDRINE  
DUCHEMIN SEBASTIEN  
EMPRIN EDOUARD  
GUÉMENE MAGALI  
LENNOZ-GRATIN  
ANDREE  
MILLERET ELIANE  
MONGELLAZ MICHELE  
MONTI-BOTTERI  
SIMONE  
MOREL AGNES  
PAVIER NATHALIE

## R1 + 0,5 n° 54 BIOLOGIE - ST JEAN DE MNE 09/03/98 au 13/03/98 au 04/ 06/98 au 05/06/98

BARRAL SOLANGE  
CHAMPLONGRAPHAEL  
FAVRE HELENE  
FONTAINE ANNICK  
GAYRARD SUZANNE  
MOLLARD YVETTE  
QUARTA EVELYNE  
ROSA-BRUSIN MARTINE  
SANTORE ELISABETH  
URANKAR NADIA  
LS 1 MANGANO  
CLAUDETTE  
LS 2 TRONEL  
CLAUDETTE

## R1 n° 55 LES GESTES QUI SAUVENT - CHY I 16/03/98 au 20/03/98

ABRY CLAUDETTE  
BERTHO MIREILLE  
BLANCHET CHRISTIAN  
CASSET ISABELLE  
CATTELIN BERNARD  
CLERC MONIQUE  
CURTIL JOSETTE  
DUMAS MARIE-  
FRANÇOISE  
FEAZ NORBERT  
FRASSON NADINE  
LEMOINE CHRISTIANE  
MANDEL DANIELE  
MICHEL HELENE  
MUSCARELLO  
DOMINIQUE  
NOSENZO ALAIN  
PELLET JANINE  
ROSSI MIREILLE  
ROUYER CHANTAL  
VALLIN DANIELLE  
LS 1 ROUBAUD ALAIN  
LS 2 PERIGNON AGNES  
LS 3 PETIT FREDERIQUE

## R1 n° 56 USEP CIRQUE 23/03/98 au 27/03/98

AMBRE JOCELYN  
BETEMPS SYLVIE  
CARRILLAT JEAN-YVES  
CASAZZA JEAN-PIERRE  
CECCATO CLAUDE  
CELLE FRANCK  
CHANUDET PASCALE  
CHARLES MARYVONNE  
CHINAL MARIE-  
CHRISTINE  
COMPAIN FRANÇOISE  
EPCHEIN MARIE-JO  
GALVEZ PASCAL  
GROS JEAN-PIERRE  
JEANDET ROBERT  
KARAGUITCHEFF GUY  
LABARRE JEAN-  
FRANÇOIS  
LAPEYRE CATHERINE  
LATHUS SYLVIE  
PIGNIER ANNICK  
LS 1 PERIVOLAS JEAN-  
MARC  
LS 2 VIARD-CRETAT  
NADEGE  
LS 3 GRASSET  
LAURENCE

## R2 n° 57 CONSTRUIRE SON LANGAGE A L'ECOLE MATERNELLE 23/03/98 au 02/04/98

ALLIOT MARIE-FRANCE  
ANDRE ELIANE  
ANDREOLETTI  
JACQUELINE

AUBOUIN MARTINE  
BARNABA JOSIANE  
BERLIOZ MARIE-  
CHANTAL  
BOISSON MARTINE  
BOURRIER JOSETTE  
BROQUET VERONIQUE  
CARRON FRANÇOISE  
CHAPUIS JOSETTE  
CHATELET LAURENCE  
COUX DENISE  
DAVID CLAIRE  
DENIS ELISABETH  
DIMIER MADELEINE  
DRUET ELIANE  
DUFOUR CATHERINE  
DUMONT MARTINE  
EDMOND FRANÇOISE  
GAY BRIGITTE  
LAURENT MARIE-ODILE  
MARX BRIGITTE  
MESTRALLET MARIE-  
ANDREANNE  
MORINGUE ARLETTE  
PALE FRANCINE  
PAVLIDES ANNIE-  
CLAUDE  
PERRIN LAURENCE  
PETTELOT MYRIAM  
PRADIER MICHELE  
PRICAZ CLAIRE  
RATTIN DOMINIQUE  
TROILLARD JUDITH  
VALLIER MAURICETTE  
LS 1 PRIOT MADELEINE  
LS 2 CAILLET CHANTAL  
LS 3 PHILIPPE MARIE-  
FRANÇOISE  
LS 4 VEILLET EMMA  
LS 5 BOGEAT MARIE-  
FRANÇOISE  
LS 6 OPPILLIART  
JACQUELINE  
LS 7 TRIBERT SYLVIANE

## R2 n° 58 L'ACCUEIL DES PETITS A L'ECOLE MATERNELLE 23/03/98 au 02/04/98

ALLIOT-LUGAZ  
JOCELYNE  
ALLIX MIREILLE  
BLANCHIN VERONIQUE  
BONVIN MONIQUE  
CADENEL CATHERINE  
CARROZ CATHERINE  
CECCATO HELENE  
CHOMAZ MIREILLE  
GALLAY COLETTE  
GEMONET ANNE  
HUBERT MIREILLE  
IMBERT MADELEINE  
JAVALET MARTINE  
JOURBERT ARIELLE  
KARAGUITCHEFF  
BRIGITTE  
LACHENAL CECILE  
LANOISELLIER ANNE  
LECLERC CHRISTIANE  
MANCINO DOMINIQUE  
MARIE CHANTAL  
MARTINELLI ANNE-  
MARIE  
MARTINEZ CHRISTEL  
MOLLIER CHRISTIANE  
QUAYLE FABIENNE  
RACT GRAS EVELYNE  
RILLIARD CHRISTIANE  
TESTUT MARIE-NOELLE  
LS 1 AGUINET VALERIE  
LS 2 JOUET MONIQUE  
LS 3 BURGNARD ANNIE  
LS 4 EXCOFFIER CECILE  
LS 5 REYDET CLAIRE  
LS 6 ACHARD BEATRICE  
LS 7 TREMOSA MAGALI

## R1 n° 59 PRATIQUES THEATRALES 30/03/98 au 02/04/98

BARRET MURIEL  
BERTRAND JOSIANE  
BOGET DANIEL  
BRUNEL SIMONE  
CHEVALLIER ARLETTE  
GARNIER DANIELE  
GASULLA DOMINIQUE  
GRANDIDIER CORINNE  
JUGLAIR MARIE-  
CHRISTINE  
LETT NADINE  
LUNARDON ANNE

MARGUERON JACQUES  
MARIN CLAUDINE  
MILLERET ELISABETH  
PERRIN MARIE-JEANNE  
PERSON ELIANE  
PRUNIER ODETTE  
SAUSSAYE ANNE  
LS 1 TAMISIER IRENE  
LS 2 BUTTICKER  
MICHELE

## R0,5 n° 60 LE RASED, SON ROLE, SES TACHES 16/04/98 au 17/04/98

ARNAUD FRANÇOISE  
AROIX MARTINE  
BARON ANDRE  
BEJEAN MARYSE  
BENTOU MI MARCELLE  
BIMET ANNE-MARIE  
BOUVIER ROBERT  
BURELLE CATHERINE  
FELIX DANIELLE  
FONTAINE JOELLE  
GENEVE MONIQUE  
GUEYRAUD JEAN-  
MARIE  
GUILLERMIN  
MATHILDE  
LATHOUD SYLVIE  
MAIGE MARYSE  
OCRONTE-RE ANNIE  
PAPET JACQUELINE  
PERINEL NICOLE  
RUTKOWSKI JACQUE-  
LINE  
SUDUL MARIE-  
CHRISTINE  
LS 1 LUCAS MICHELLE  
LS 2 GIGLIANO ANDREE  
LS 3 GODINO MARC  
LS 3 REY MARIE-  
THERESE  
LS 4 ROUGIER  
CHRISTIAN

## R1 n° 61 DE L'HISTOIRE A L'INSTRUCTION CIVIQUE - COMBE DE SAVOIE 20/04/98 au 24/04/98

BOUYSSIERES  
GENEVIEVE  
CHARPIN JEAN-PAUL  
GANDET THIERRY  
GROS NICOLE  
JACQUET DIDIER  
JIMENEZ EMMANUELLE  
LACHIZE CHRISTIAN  
LACHIZE CHANTAL  
MICHALLON TRAN  
MARIE  
OPPILLIART FRANCOIS  
PANZERA JEAN-LUC  
PEREZ CHRISTIANE  
LS 1 BOTTALA-  
GAMBETTA CLAUDINE  
LS 2 GENOUX ANDRE  
LS 3 CHARVOZ  
CHRISTIAN  
LS 4 CENDRE BERNARD

## R1 n° 62 CALCUL MENTAL, CALCUL REFLECHI 27/04/98 au 30/04/98

ALOUSQUE CHRISTINE  
ARIZIO CORINNE  
BERNARD MARIE-  
THERESE  
BLANCHIN HERVE  
BUISSON MICHELE  
CHARVIN PAUL  
CURTAUD DOMINIQUE  
FUGIER JULIETTE  
GENAS ETIENNE  
GIRAUD CHANTAL  
GROS BERNARD  
GRUFFAT FREDERIQUE  
GUIGUE PATRICE  
JARRIAND KARINE  
JOLENS SOPHIE  
QUENARD NATHALIE  
SID-AHMED VERONI-  
QUE  
TIRARD COLLET MARIE-  
CLAUDE  
LS 1 JOUANOT  
DOMINIQUE  
LS 2 DECKER LILIANE  
LS 3 FORAY REINE  
LS 4 LE GUILLOU  
CHRISTINE

## R1 n° 63 EPS ET APPREHENSION DES ROLES SOCIAUX - CYCLE 3 04/05/98 au 07/05/98

AZENCOTT PIERRE-  
YVES  
BARD JEAN-NOEL  
BELLOT PATRICK  
BLANC BERNARD  
CHARVOZ CHRISTIAN  
DUBREUIL ALAIN  
DUC PIERRE  
EXCOFFON HERVE  
FARRONATO LAURENT  
FONTANA JEREMIE  
GERARD MICHEL  
GRANDIDIER JEAN-  
FRANÇOIS  
LEDUC LAURENCE  
MOINIER ALAIN  
PUISSANT GERARD  
ROMEU JEAN-ALBERT  
TERPANT DOMINIQUE  
LS 1 VIBERT ISABELLE  
LS 2 DONZEL-GARGAND  
CHRISTIAN  
LS 3 SCHWEIKHARDT  
MARLENE

## R1 n° 64 FORMATION CONTINUE DES DIRECTEURS 11/05/98 au 15/05/98

CHOIRAT PAULETTE  
CUSIN ROLLET HELENE  
DUPRE CAROLE  
ETIENNE CATHERINE  
FAVRE PIERRE  
FERBER FLORENCE  
GACHET MARTINE  
GAMES VALERIE  
GENESSEY CHRISTIAN  
PACCARD CLAUDINE  
RAVIER JOSIANE  
TERPERT MARIE-  
THERESE  
VIALLET JEANINE

## R1 n° 66 L'ECOLE DE LA FORET 18/05/98 au 22/05/98

ANTONIOLLI FLORENCE  
BALAIS CATHERINE  
BERNARD CHRISTIANE  
BIBOLLET MARIE-ANGE  
BONNEL GUY  
BOUCHARD MARIE-LINE  
BOUVIER CHANTAL  
BURDIN SOLANGE  
CARROZ JEAN-LOUIS  
DELACUVELLERIE  
FLORENCE  
DUQUESNOIS BRIGITTE  
FAVRE ROSELYNE  
GIRARD PATRICK  
GROS EVELYNE  
KOWALSKI  
GWENAELE  
LASSIAZ GILLES  
NOUSS THIERRY  
PINGET DANIELLE  
VALLET LUC  
LS 1 DUBREUIL RENEE  
LS 2 FRANCOIS  
ISABELLE  
LS 2 PEREZ PIERRE  
LS 3 PETIT GIL  
LS 4 RACT ROGER

## R4,5 n° 67 L'ENTREE DANS L'ECRIT 18/05/98 au 23/06/98

ANSELME MICHELE  
BASTIDE MONIQUE  
BATTENTIER CHRISTO-  
PHE  
BERARD GABRIELLE  
BERNARD NATHALIE  
BERTHET HELENE  
BORNAND MONIQUE  
COLSON CLAIRE  
DURAND ANNIE  
DURAZ MICHELE  
DUSSUCHAL CATHE-  
RINE  
EISELE ESTHER  
FAVRE MICHELE  
FRANCESCONI DANIELE  
GAUGUE-GORON  
VERONIQUE  
GIACOMETTI SYLVIE

GRAFF MARLENE  
GRISIN JACQUELINE  
HERMELINE NATHALIE  
LORON SYLVIE  
MAILLARD MICHELE  
PEDRON MARIE-  
MADELEINE  
RANCUREL MARIE-  
FRANCE  
RICHARD NICOLE  
SACCHETTI PASCALE  
SEVESSAND NICOLE  
THERISOD MARIE-  
CHRISTINE  
TORA DENISE  
TROCHUT MONIQUE  
LS 1 VOGT MARTINE  
LS 2 BAUD MARIE-  
HELENE  
LS 3 SALLAZ GENE-  
VIEVE  
LS 4 AGUINET VALERIE  
LS 5 QUARZAGO  
MONIQUE  
LS 6 COLLARD HERVE  
LS 7 REY MARTINE

## R4,5 n° 68 SCIENCES, TECHNOLOGIE, PATRIMOINE 18/05/98 au 23/06/98

ASSIER MARC  
BOVYN JEANNINE  
BRUNET CAROLE  
CHARRAS MARIE  
CLAUDE  
CROUZET MONIQUE  
DEYRES MARYSE  
DULAC JOSIANE  
GENOUD LAURENCE  
GONTHIER MIREILLE  
GRIS HELENE  
JACQUIER-ROUX  
CLAUDE  
JAY PATRICK  
LAFAIT MICHEL  
LAPIERRE PATRICE  
LEVY BEATRICE  
LIONNET PATRICIA  
MAITRE MADELEINE  
MALFAIT MIREILLE  
MIROUSE VANDE LEUR  
MARIE-CHRISTINE  
MOINIER ALAIN  
PASSIEUX MARIE-ODILE  
SALERNO GISELE  
TABARD MARIE  
CLAUDE  
THOMAS DANIELE  
VIRET JOELLE  
LS 1 MERCIER VALERIE  
LS 2 POIRIER DANIEL  
LS 3 BELLOLI ALBERT  
LS 4 MILLET PHILIPPE  
LS 5 BONNEAU  
VIRGINIE  
LS 6 FRIOLL BRUNO  
LS 7 CARRET SYLVIE

## R1 n° 69 L'ART ET LES ARTS PLASTIQUES 25/05/98 au 29/05/98

ANXIONNAZ LUCETTE  
BALMELLE MICHELE  
BARRAL MICHELE  
BELLOT BRUGNON  
BRIGITTE  
BILLAT HELENE  
BOSC CHANTAL  
CABASES MARIE-  
HELENE  
CHABERT BRIGITTE  
CHAMPLONGRAPHAEL  
DIOUD POMEL  
JOCELYNE  
DRUART DANIELLE  
FOLLIERET MONIQUE  
GILBERT ELISABETH  
GOUDARD ALINE  
GUICHEBARON PIERRE  
JACQUIER MICHELLE  
PERRET BIT CHANTAL  
ROUSSEY CATHERINE  
LS 1 CINOTTI CLAUDE  
LS 2 MARCOUX MARIE-  
CHRISTINE  
LS 3 CARRON MARTINE  
n°  
LS 4 GUARIN MICHE-  
LINE  
LS 5 MARGUERON  
JOCELYNE

## 10 Formation continue

Circonscription .....

Niveau d'enseignement .....

**J'ai déjà participé à des stages de formation continue**

- ☐ très souvent
- ☐ souvent
- ☐ quelquefois
- ☐ jamais

**J'en ai besoin (ou j'en aurais besoin)**

- ☐ pour sortir de la classe
- ☐ pour progresser dans le métier
- ☐ pour me former à de nouvelles disciplines
- ☐ pour m'améliorer dans les disciplines habituelles
- ☐ pour enseigner les langues
- ☐ pour connaître les nouveaux programmes
- ☐ pour rencontrer d'autres collègues
- ☐ pour transformer ma façon de faire
- ☐ pour approfondir un champ disciplinaire
- ☐ pour suivre une formation personnelle

**Je trouve les stages proposés**

- ☐ de bonne qualité
- ☐ de qualité acceptable
- ☐ médiocres
- ☐ sans aucun intérêt

**Aucun stage ne correspond**

- ☐ au niveau que j'enseigne
- ☐ à la discipline dans laquelle je souhaiterais me former
- ☐ au secteur géographique dans lequel je me trouve
- ☐ à la formation personnelle que j'aimerais suivre

**Parmi les stages proposés, certains correspondent**

- ☐ au niveau que j'enseigne
- ☐ à la discipline dans laquelle je souhaiterais me former
- ☐ au secteur géographique dans lequel je me trouve

**ACTEURS**

- ☐ à un thème que je souhaite pour une formation personnelle

**A l'avenir**

- ☐ je ne souhaite pas participer à un stage de Formation continue
- ☐ je souhaite participer à un stage de Formation continue
  - ☐ à l'IUFM
  - ☐ dans mon école
  - ☐ dans une école du canton

**avec comme intervenants des...**

- ☐ conseillers pédagogiques
- ☐ profs d'IUFM
- ☐ chercheurs en Education
- ☐ profs d'Université
- ☐ formateurs spécialisés dans une discipline
- ☐ intervenants autres qu'enseignants
- ☐ enseignants qui ont une expérience intéressante
- ☐ IEN
- ☐ .....

**pour**

- ☐ une formation personnelle
- ☐ une formation à une discipline particulière
- ☐ une formation qualifiante (diplôme universitaire)
- ☐ une formation pédagogique
- ☐ .....

**S'il n'y a que des...**

- ☐ conseillers pédagogiques
- ☐ profs d'IUFM
- ☐ chercheurs en Education
- ☐ profs d'Université
- ☐ formateurs spécialisés dans une discipline
- ☐ intervenants autres qu'enseignants
- ☐ enseignants qui ont une expérience intéressante
- ☐ IEN

**...comme intervenants, je préfère ne pas y aller et je souhaiterais qu'il y ait plutôt des...**

- ☐ conseillers pédagogiques
- ☐ profs d'IUFM

- ☐ chercheurs en Education
- ☐ profs d'Université
- ☐ formateurs spécialisés dans une discipline
- ☐ intervenants autres qu'enseignants
- ☐ enseignants qui ont une expérience intéressante
- ☐ IEN
- ☐ .....

**J'aimerais que le stage soit plutôt orienté vers**

- ☐ la pédagogie générale
- ☐ une discipline particulière
- ☐ une formation qualifiante (diplôme universitaire)
- ☐ un niveau particulier
- ☐ la maternelle
- ☐ une formation personnelle
- ☐ .....

**sinon**

- ☐ j'irai quand même
- ☐ je n'irai pas

**Je n'ai pas l'intention de participer à un stage de Formation continue parce que...**

- ☐ ils sont trop courts
- ☐ ils sont trop longs
- ☐ ils sont trop loin
- ☐ il manque de suivi sur le terrain
- ☐ ils n'ont pas de retombée sur mon travail de classe
- ☐ ce n'est pas intéressant, on y perd son temps
- ☐ ils sont trop théoriques
- ☐ ils font une part trop importante aux recettes
- ☐ je ne veux pas laisser ma classe
- ☐ c'est difficile de laisser sa classe
- ☐ les frais engagés pour s'y rendre sont trop élevés par rapport aux remboursements versés par l'administration
- ☐ .....

**J'y participe, mais je trouve que...**

- ☐ ils sont trop courts
- ☐ ils sont trop longs
- ☐ ils sont trop loin
- ☐ il manque de suivi sur le terrain
- ☐ ils n'ont pas de retombée sur mon travail

- ☐ de classe
- ☐ ce n'est pas intéressant, on y perd son temps
- ☐ ils sont trop théoriques
- ☐ ils font une part trop importante aux recettes
- ☐ je ne veux pas laisser ma classe
- ☐ c'est difficile de laisser sa classe
- ☐ les frais engagés pour s'y rendre sont trop élevés par rapport aux remboursements versés par l'administration
- ☐ .....

**Si, actuellement, des collègues ne participent pas à la Formation continue, c'est parce que**

- ☐ il y a peu de places disponibles
- ☐ ils ne veulent pas se déplacer
- ☐ ils ont peur d'évoluer
- ☐ les stages ne servent à rien
- ☐ ils les estiment de qualité insuffisante
- ☐ il y a un problème au niveau des intervenants
- ☐ il y a un rejet des thèmes proposés
- ☐ c'est trop compliqué pour y participer
- ☐ l'appel de candidature vient trop tôt
- ☐ l'appel de candidature vient trop tard
- ☐ .....

**Je pense que dépenser de l'argent pour la Formation continue**

- ☐ est utile
- ☐ est inutile
- ☐ est nécessaire
- ☐ est fondamental
- ☐ est un investissement
- ☐ et qu'un syndicat

**ne doit pas s'en préoccuper**

- ☐ doit intervenir
- ☐ doit s'adresser à la profession pour organiser l'action

**Si le SNUipp propose une action pour l'amélioration de la Formation continue**

- ☐ j'y participerai
- ☐ je n'y participerai pas
- ☐ je n'y participerai que si c'est unitaire
- ☐ tout ça m'est égal
- ☐ c'est la moindre des choses d'y participer
- ☐ je me syndique

... ENQUÊTE ... ENQUÊTE ... ENQUÊTE ... ENQUÊTE ... ENQUÊTE ...